



Depuis plus de 13 ans, rien n'a changé au Darfour sauf le fait que le monde a cessé de s'intéresser aux crimes de guerre commis par le gouvernement d'Omar Al Béchir: terre brûlée, viols de masse, homicides et bombes.

Au cours des huit mois écoulés depuis le lancement de l'offensive gouvernementale contre l'ALS/AW au moins 30 attaques chimiques ont eu lieu. Les forces gouvernementales ont délibérément pris pour cible des civils et des biens civils. Au moins 165 villages ont été détruits ou endommagés dans le contexte de cette campagne militaire. Dans l'immense majorité des cas, il n'y avait aucune présence armée rebelle au moment où ces villages ont été attaqués.

Que faire ?

Sur le plan politique nous faisons nôtres les revendications d'Amnesty International qui a été la première à faire connaître au grand public ces crimes de guerre: le Conseil de sécurité des Nations unies doit de toute urgence :

exercer des pressions politiques suffisantes sur le gouvernement soudanais pour que les soldats chargés du maintien de la paix et les organisations humanitaires soient autorisés à se rendre auprès de populations isolées comme celle de Djebel Marra ;

garantir que l'embargo actuel sur les armes soit appliqué strictement et étendu au reste du pays

enquêter de toute urgence sur le recours à des armes chimiques, et s'il existe suffisamment d'éléments de preuve recevables, poursuivre les responsables

Sur le plan pratique

Un responsable de France Soudan Solidarité d'Angers s'est rendu cet été au Sud Soudan près d'Awila au nord de Waou où les populations qui ont fui les villages du Djebel Marra improvisent des camps près de la frontière.

Nous restons en contact avec eux. A ce jour les ONG ont dû partir. Le gouvernement soudanais ignore en effet la frontière et attaque aussi ces camps. La situation des déplacés est très précaire car c'est la saison des pluies. Sans ressources, ils s'abritent sous des arbres et ont besoin de tout, en particulier de bâches de toute urgence.

C'est pourquoi nous lançons une campagne de vente de jus de pommes et une collecte d'argent pour l'achat des bâches sur place.

Rédigez vos chèques à l'ordre de l'association Solidarité France Soudan avec la mention « réfugiés d'Awila » Un reçu fiscal vous sera délivré si vous le souhaitez.

Francesoudan@gmail.com Centre Marcelle Menet Mail Clément Paquereau 49100 ANGERS